

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

EDITORIAL

Le 24 octobre au matin, lorsque fut annoncé pour le soir même un entretien télévisé du Président de la République, chacun pensa que M. Pompidou allait frapper un grand coup. N'avait-il pas toutes les raisons de reprendre l'initiative ? La discussion de la loi Royer avait révélé l'influence des groupes financiers et n'avait été sauvée que par l'intervention du groupe de pression des commerçants, au prix de l'élimination des consommateurs dans les Commissions départementales d'urbanisme commercial, manifestement trop faibles pour influencer les parlementaires. Bel exemple de la dictature des intérêts particuliers — et parmi eux des plus menaçants — sur un pouvoir qui est censé représenter l'intérêt général.

La fronde des gaullistes orthodoxes lors du débat sur la réforme constitutionnelle avait au surplus entraîné un flottement dans une majorité qui n'avait jamais paru aussi hétérogène. Le conflit du Proche-Orient devait encore renforcer ce trouble, tandis que, dernière en date, la crise de l'O.R.T.F. révélait que ce gigantesque organisme, en proie aux luttes de clans, devenait l'objet de manœuvres complexes et était, en outre, miné par une gestion financière déplorable.

Face à cette situation pour le moins préoccupante, on pouvait formuler toutes les hypothèses : référendum, démission de Pompidou suivie d'élections présidentielles, remaniement ministériel renvoyant M. Messmer cultiver son jardin. Tout était possible, de la part d'un Pompidou décidé à se ressaisir. Il fallut subir une série de lieux communs sur l'O.R.T.F. et un quart d'heure de droit constitutionnel pour apprendre que le Président de la République avait décidé de ne rien faire, choix qui avait été déjà annoncé par la presse la semaine précédente.

suite page 3

réforme constitutionnelle

beaucoup de bruit pour rien !

gabriel matzneff :

l'avenir du proche-orient

pages 4 et 5

le maître et marguerite

A mi-chemin entre le pamphlet politique et le film fantastique, *Le Maître et Marguerite*, qu'a réalisé Aleksandar Petrovic est une œuvre originale. Que ce soit la présence du diable en Union soviétique ou la vision grimaçante des milieux littéraires moscovites ou bien encore le mélange de ces deux thèmes, rien, dans l'inspiration de Petrovic, n'est conventionnel.

C'est chez Mikhail Boulgakov que le réalisateur a puisé le sujet de son film et il n'en a changé ni l'époque, les années vingt, ni le lieu, Moscou, ni le titre. Son propos est simple : il s'agit de représenter l'intolérance d'un gouvernement à l'égard de la fraction pensante de la nation. Le diable, déguisé en justicier, n'est là que pour donner un ton plus libre au film, pour lui ôter son ambiance sinistre et tangoïssante en lui apportant de l'humour. Car le pacte entre Satan et le maître ne rejoint celui de Mephisto et de Faust. Si les trois personnages se retrouvent, ils ne sont pas guidés par les mêmes motifs. D'ailleurs le diable est là par sa seule volonté, de sa propre initiative.

En fait, ce qui intéresse surtout Petrovic c'est de nous donner une image percutante des milieux littéraires soviétiques en la personne de son héros, le maître, qui ne peut accepter la mise à l'index de l'une de ses œuvres, sous le seul prétexte d'un prétendu déviationnisme politique. Face à l'écrivain, des confrères lâches, envieux, plus épris de biens matériels que de désir créateur. Entre ces atroces fonctionnaires de la littérature et un homme sincère, le diable n'hésite pas ; accompagné de ses acolytes qui ont revêtu l'apparence de deux extraordinaires clochards, il bernera les membres les plus honorables de l'Union des Ecrivains, tuera les responsables, ceux qui ont provoqué l'envoi du maître dans un asile de fous par étroitesse d'esprit ou par cupidité, et apportera à l'auteur persécuté la paix éternelle.

Pour achever ce tableau, l'amour est également présent sous les traits de Marguerite, aussi peu conventionnelle que les autres personnages de cette étrange aventure. Même pour elle, le Maître ne renoncera pas à son intégrité spirituelle et ira jusqu'au bout de son opposition.

Marguerite est interprétée avec une parfaite étrangeté par l'excellente Mimsy Farmer. Ugo Tognazzi joue le rôle du maître. Quant au diable il se cache tantôt derrière les extraordinaires yeux dorés d'un gros chat noir, tantôt derrière le visage de l'acteur Alain Cuny à qui ce rôle convient admirablement. Enfin la qualité des effets spéciaux durant les séquences de magie doit être signalée.

Bien sûr, tout au long de ce film on songe à Soljenitsyne et aux écrivains russes contemporains. Cinquante ans après *Le Maître et Marguerite* de Boulgakov, les faits évoqués restent de la plus brûlante actualité.

Dominique PAOLI.

**lisez
le projet
royaliste**

chemins et distances... à propos du "Monde"

Pourquoi lisons-nous *Le Monde* ? Nous prenons ce parti de le lire, de devenir « intelligents » à sa mode, c'est-à-dire de nous avilir et de mettre en jeu la part précieuse et éternelle de nous-mêmes. Oui, pourquoi ? Pas seulement parce que les autres sont trop bêtes, bêtes comme une certaine droite avant les incursions de Maurras à *La Gazette de France* ; cela tient plutôt, à ceci : *Le Monde* est devenu l'institution majeure de cette république, qui n'ose être, en face de lui, ni ce qu'elle est, ni ce qu'elle n'est pas ; sans doute l'institution majeure dans l'ordre de l'opinion : or elle veut être encore régime d'opinion, et c'est *Le Monde* qui fait cette opinion, à partir d'un certain seuil ; cela le condamne, lui, à poser les vraies questions, en général pour les tor dre, les pourrir, ou les estomper ; mais il les pose, et tant que nous n'aurons pas inventé le niveau de discours où des réponses majeures apparaîtraient comme les confusions ou supercheries qu'elles ne manquent pas d'être, presque toujours, l'intelligence, dans notre peuple, demeurera abandonnée à l'ennemi.

Prenons un exemple, les pages, si importantes, tellement à gauche, et adroites, de « la vie quotidienne », ou « le monde aujourd'hui », samedi dernier ; ou plutôt regardons la première de ces pages. Trois grands articles : « *Je suis un nègre* », de M. Badibanga, étudiant du Zaïre à Paris, nous dit-on ; « *L'universitaire et la vendéenne* », de Mme Dominique Desanti, avec le surtitre « *Une femme à sa fenêtre* » ; et au rez-de-chaussée, l'habituel Viansson-Ponté, cette fois sur « la politique et l'argent ».

Trois vraies questions en effet. Le terrible libelle, raffiné et provocateur, de M. Badibanga — *Minute* ne manquera pas de l'exploiter, de cœur avec *Rouge* — contre ses congénères (son langage, raciste méthodiquement s'impose), ou ce cruel petit pamphlet nous jette à la tête un échec dont au spirituel plus encore qu'au temporel, nous n'avons pas fini de souffrir. Ce qu'est l'Afrique pour nous, comme chrétiens et comme Français, M. Badibanga l'ignore ou s'en moque ; mais les coups bien ajustés, imparables, qu'il porte dans ce *Monde* aux garçons et aux filles de sa race, nous atteignent autrement que... disons une Dominique Desanti ou un Viansson-Ponté. Cet échec et cette misère, il nous faudra les assumer, les transmuier.

De même le talent de Dominique Desanti, à cette « fenêtre » du *Monde* ne nous laisse pas insensibles. Sa feinte naïveté dans « la tempête de pluie » de Besançon nous ferait, pour un peu, oublier les très longues années où cette stalinienne farouche se penchait, pour l'*Humanité*, d'autres fenêtres privilégiées d'où se voyaient et s'approuvaient les pendaisons et fusillades de ses frères, souvent juifs, dont elle reniait les hérésies, avant d'y trouver, comme aujourd'hui, un refuge. Mais aujourd'hui nous sommes en cause dans ce qu'elle raconte : cette ouvrière de Cerisay, cette vendéenne de notre famille d'esprit, nous l'avons donc abandonnée à l'universitaire marxiste dont, je ne sais pourquoi, Dominique Desanti canonise « l'œil bleu ». Elle est donc allée à Besançon apprendre l'*Internationale* (cette belle musique qui a accompagné tant de pendaisons, sur des paroles de notre « femme à sa fenêtre ») et va conclure : « avec ça on ne se sentira plus

seules ». Avec ça l'Universitaire « au bleu regard qui ment » les aura conduites à trahir vingt générations qui sont la part durable de leur être. Avec ça, à Cerisay comme à Besançon, elles ont commencé de mourir.

Enfin « la politique et l'argent »... Le chroniqueur, M. Viansson-Ponté, ne se soucie pas de la place tenue par l'argent dans les colonnes de son journal, de la complicité objective de ce journal avec la civilisation de l'argent-roi ; il suit que *Le Monde* n'a pas la culture située comme la bourse, et que l'argent-roi lui permet toute contestation littéraire qu'il lui plaît, pourvu qu'elle ne mette pas en question le prix des choses. Justement cela ne gêne pas l'argent-roi de décrire le rapport de la politique et l'argent comme il le faisait samedi ; c'est tout simple : sous les précédentes républiques des lobbies abjects, mais ouvertement abjects, faisaient le siège des parlementaires, si purs, si étrangers à la corruption en eux-mêmes :

« Quiconque a assisté jadis aux tentatives d'investissement des centres de décision politique par les groupes de pression et d'intérêts ne peut manquer de se demander aujourd'hui où ils sont passés. Les représentants des lobbies - de la betterave ou des anciens combattants, peu importe - se répandaient en force certains jours dans les couloirs du Palais-Bourbon et du Luxembourg, pour arracher le vote d'une loi, d'une disposition qui leur étaient favorables ou au contraire le rejet d'un texte qui les gênait, ils assiégeaient députés et sénateurs, plaidaient leur cause, multipliaient les efforts de séduction. Les mêmes hommes, dirigeants et porte-parole d'associations professionnelles ou autres, faisaient inlassablement antichambre dans les ministères, constituaient des dossiers étayés d'arguments difficiles à combattre, présentaient habilement leurs thèses en déguisant leurs appétits des couleurs de l'intérêt général. Sur tout ils opéraient à ciel ouvert, et on pouvait suivre à la trace, dans certaines circonstances, le sillon qu'ils creusaient avec une patience et une obstination sans pareilles.

« Ils ne se sont pas évaporés, ils n'ont pas disparu à la naissance de la V^e République, et d'ailleurs les effets de leur action sont souvent perceptibles. Pourtant, ils sont devenus invisibles. Alors où se cachent-ils sinon au cœur même de la citadelle qu'ils assiégeaient hier, dans les centres de décision qu'ils s'efforçaient d'investir ? ».

Cette pseudo-analyse n'a d'autre fin que de réhabiliter la démocratie parlementaire et le régime d'assemblée. Sa force apparente, sa séduction pour les esprits frivoles, c'est qu'elle « noircit » relativement la cinquième république, méconnaît cyniquement l'élément positif qu'a constitué l'accent nouveau sur l'exécutif et l'indépendance de l'Etat.

Mais, après tout, c'est à « l'œil bleu » de Messmer de s'ombrer, devant cette prose, des plus noirs sourcils : nous en sommes au point où ce positif antiparlementaire, résultat retardé et victorieux de la critique maurrassienne, ne compte plus auprès de l'énorme soupçon, ouvertement étalé dans *Le Monde*, que l'Etat, aux jointures de la décision, est occupé par l'argent-roi. *Le Monde* le proclame, et *Le Monde* est une institution de l'Etat. Est-ce que le reste de l'Etat va réagir ?

ARTHEZ.

beaucoup de bruit pour rien

(suite de l'éditorial)

Sans doute, la réforme constitutionnelle n'est pas abandonnée. Mais M. Pompidou préfère attendre une époque plus favorable, qu'il semble vaguement vouloir situer au moment de la prochaine élection présidentielle. Idée bizarre, tant les difficultés pratiques et politiques seraient nombreuses, mais qui montre clairement que le Président de la République préfère dire n'importe quoi — pourvu que ce « n'importe quoi » ne se situe pas dans un avenir trop rapproché — plutôt que faire quelque chose.

Néanmoins, cette allocution télévisée nous a donné quelques lumières sur les conceptions institutionnelles du Président de la République. C'est que personne, jusque là, n'avait très bien compris la nécessité du quinquennat. Gageons d'ailleurs que beaucoup de Français n'y ont compris goutte, tant le problème est en dehors de leurs préoccupations. Il convient cependant de s'arrêter aux propos du Président de la République, qui s'est donné bien du mal pour une réforme qui n'en méritait pas tant.

QUEL EQUILIBRE ?

M. Pompidou a eu raison de rappeler que le problème essentiel des institutions démocratiques françaises était celui de l'équilibre des pouvoirs. Un équilibre qui n'a d'ailleurs jamais existé depuis qu'en 1791 la France est dotée d'une constitution écrite. Tantôt la balance penche du côté du pouvoir législatif et l'on tombe dans le régime d'Assemblée — comme sous la III^e et la IV^e République —, tantôt elle penche du côté de l'exécutif — sous Napoléon III et depuis 1958 —, réduisant le Parlement à un rôle très effacé. Quant aux régimes de stricte séparation des pouvoirs, ils ont toujours débouché sur un coup d'Etat, comme celui de Bonaparte contre le régime de l'An III, ou du futur Napoléon III contre la seconde République.

Il est donc touchant que M. Pompidou s'acharne à résoudre un problème dont l'expérience historique montre le caractère insurmontable. Aura-t-il plus de succès que les générations de juristes et de politiciens qui ont déjà tout envisagé et tout essayé ?

Reconnaissons lui au moins une certaine clairvoyance quant aux failles de la Constitution actuelle, que les thuriféraires de la V^e République n'avaient jamais voulu admettre. En effet, M. Pompidou voit bien que des conflits peuvent éclater entre le législatif et l'exécutif, qui remettraient en cause le régime tout entier. Malgré toutes les limites qui ont été apportées aux pouvoirs de l'Assemblée nationale, le gouvernement est toujours responsable devant elle. Situation sans conséquence lorsque le Président, le Premier ministre et la majorité sont du même parti politique, mais qui peut deve-

nir critique lorsqu'un changement de majorité se produit sans que l'exécutif change de mains.

Ainsi, en mars dernier, le succès de la gauche aurait placé le Président de la République devant un choix douloureux : ou bien il faisait appel à M. Mitterrand, s'exposant à un insurmontable conflit en cas de divergence de vues car si le Président de la République peut nommer le Premier ministre, il lui est impossible de le révoquer. Ou bien il faisait appel à un pompidolien qui aurait été immédiatement censuré par l'Assemblée nationale, contraignant le Président de la République à se soumettre ou à décider une dissolution. Mais cette solution est toujours dangereuse, puisque les électeurs peuvent fort bien confirmer leur premier choix : il n'est alors d'autre alternative que la démission ou la soumission, puisqu'une nouvelle dissolution est impossible dans un délai d'un an.

QUELLE « LEGITIMITE » ?

On voit donc que la Constitution de 1958 renferme quelques mécanismes infernaux qui risquent de ruiner un beau jour tout l'édifice. Conscient du péril, M. Pompidou a donc imaginé de réformer la Constitution de telle façon que le Président de la République soit aussi « près du peuple » que les députés. C'est un fait que le conflit politique entre les pouvoirs risque d'être envenimé par un conflit de « légitimité », l'Assemblée nationale comme le chef de l'Etat ne devant leur existence qu'aux élections. Plus fréquentes pour les députés, elles placeraient le Président de la République dans une « situation d'infériorité morale ».

Raisonnement bizarre puisque, psychologiquement et politiquement, les millions de suffrages qui envoient un candidat à l'Elysée pèsent incomparablement plus que les milliers ou les centaines de milliers de voix qui décident de l'élection d'un député : ce n'est jamais que par une fiction qu'il devient le représentant du peuple tout entier. Mais surtout, comment M. Pompidou n'a-t-il pas vu que sa réforme éliminait un argument dans le conflit, mais non les causes profondes du conflit, qui dépend de la couleur politique de la majorité et des mécanismes mêmes de la responsabilité ministérielle ? Même élu pour cinq ans, en 1976, M. Mitterrand serait en droit de n'attendre aucun cadeau de l'actuelle majorité et n'aurait d'autres choix que ceux que nous énoncions plus haut.

La démonstration du Président de la République est donc extrêmement faible, pour ne pas dire nulle, et il est étrange qu'il ait engagé ce combat difficile sur des bases juridiques aussi douteuses. Peut-être ne prévoyait-il pas l'échec de son projet. Peut-être même, comme il l'a laissé enten-

dre dans son allocution, cherchait-il à « piéger » l'opposition de gauche qui, dans le « Programme commun », réclamait aussi le quinquennat. Mais sans doute voulait-il avant tout exprimer dans la loi constitutionnelle sa conception à courte vue de la politique.

QUELLE REPUBLIQUE ?

Une chose est sûre en tout cas : même si la réforme constitutionnelle est adoptée en 1976, elle ne pourra en aucune façon écarter les menaces qui pèsent sur la V^e République du fait même de sa constitution. Un jour ou l'autre, le compromis sur lequel elle vit depuis 1958 ne sera plus possible. Il faudra alors choisir entre la dictature de l'exécutif et celle de l'Assemblée nationale, deux solutions aussi néfastes l'une que l'autre comme l'histoire le montre. A moins qu'on ne parvienne à prévenir la crise en changeant une nouvelle fois de constitution. C'est ainsi qu'on évoque la possibilité d'un « véritable régime présidentiel », comme si la France n'avait pas fait trois fois l'expérience de la séparation des pouvoirs, et comme si on avait oublié le 10 août, le 18 brumaire et le 2 décembre.

Ainsi, depuis près de deux siècles, la République oscille entre le césarisme et l'anarchie parlementaire, sans qu'aucune solution ait jamais été trouvée à la crise permanente qui la caractérise. Et s'il n'en existait pas ?

Bertrand RENOUVIN.

ONTOLOGIE DU SECRET

La thèse magistrale de Pierre Boutang, *Ontologie du secret*, suscite partout des commentaires élogieux et enthousiastes. Un monument, disait Gabriel Marcel. Un livre d'une importance exceptionnelle, selon Jean Lacroix.

Un livre qui met en pièces tout ce qui réduit l'homme à de simples données quantifiables ; qui restaure contre Kant l'objet dans sa double appartenance à l'être et au paraître et lui redonne son secret nié par la psychanalyse.

Un formidable cri d'espoir pour l'homme à qui est révélé le secret de son être profond et pour la cité dont il pose la question de la destinée. Une réponse à l'appel d'Ellul — l'espérance oubliée — sur la crise du sens et les interrogations contemporaines.

Arsenal de ce mois (1) donne une première approche de l'Ontologie. Tous ceux qui veulent lire une introduction claire à ce livre fondamental pourront s'y reporter.

Arsenal suit et commente chaque mois l'actualité intellectuelle.

(1) Envoi du n° 9 (octobre-novembre) contre 8 F. Adresser votre demande à la N.A.F., 17, rue des Petits-Champs - 75001 Paris.

gabriel matzneff : l'av

N.A.F. : Gabriel Matzneff, quelle est votre réaction devant le nouveau conflit du Proche-Orient ?

G.M. : Si j'étais le dessinateur humoristique de la N.A.F., à supposer qu'elle en eût un, je montrerais l'étoile de David venant rejoindre les autres étoiles du drapeau américain. Israël a toujours été une tête de pont de l'impérialisme américain, de la technique américaine, de la vulgarité américaine ; mais après cette quatrième guerre israélo-arabe, l'Etat sioniste est véritablement devenu une nouvelle étoile sur la bannière étoilée, une province américaine. Quant aux Soviétiques, ils souhaitaient la réouverture du canal de Suez, qui entre dans leur stratégie antichinoise. Les garçons de vingt ans qui se sont fait tuer la paillasse dans le Sinaï vont sans doute leur permettre de réaliser cet objectif. M. Brejnev pourra toujours distribuer des médailles Lénine à titre posthume, aux veuves et aux orphelins.

N.A.F. : comment jugez-vous le débat qui s'est instauré en France depuis le début de la guerre ?

G.M. : L'attitude de la presse et des hommes politiques français face au drame du Proche-Orient relève du divan du psychanalyste. Freud, Mélanie Klein et Jung ne suffiraient pas à eux trois pour psychanalyser cette passion pro-israélienne qui anime les milieux de la presse et de la politique, en France. J'ai eu entre les mains le compte rendu sténographique des derniers débats sur le Proche-Orient, à l'Assemblée nationale : cela dépasse tout ce que l'on peut imaginer dans le domaine de la bêtise et de l'infamie. Ou bien ces gens ont touché leur chèque à l'ambassade d'Israël, ou bien ils sont atteints de débilité profonde. Ils ne font d'ailleurs que refléter l'opinion publique qui, dans son ensemble, est pro-israélienne. Et comment pourrait-il en être autrement ? Depuis la création de l'Etat d'Israël, seul le point de vue israélien est expliqué aux Français, le point de vue arabe étant passé sous silence ou caricaturé. C'est ainsi que lors du récent débat sur la guerre israélo-arabe à la télévision française, on a récité Paul Balta et Philippe de Saint-Robert, qui sont deux excellents spécialistes de la politique française en Méditerranée. Il y a là une volonté très nette de mésempêcher le public. A la radio, c'est pire encore : fors quelques rares éclaircs de vérité, tels que les courageuses interventions de Pierre Démeron, l'envoyé spécial de R.T.L. à Damas, c'est un maillage de propagande sioniste.

Quant à la presse écrite, depuis le 6 octobre, je n'achète que **Libération**, qui est le seul quotidien du matin honnête en ce qui regarde le Proche-Orient. Les autres mentent, et ils savent qu'ils mentent : ainsi, ce rédacteur en chef d'un grand quotidien parisien, tenu par l'ambassade d'Israël parce qu'il a brûlé des synagogues sous l'Occupation. Les Israéliens ont un dossier sur lui, alors il fait de la surenchère pro-sioniste. Il est effrayant que ce soit des gens de cet acabit qui modèlent l'opinion dans notre pays.

N.A.F. : Vous prenez donc une position violemment anti-israélienne...

G.M. : Absolument pas. Les grands coupables dans cette région du monde sont les impéria-

lismes occidentaux, et d'abord l'impérialisme anglais, qui a créé cette situation. Lawrence et Massignon ont tous les deux très bien montré qu'à la fin de la Première guerre mondiale, la Palestine, qui s'était libérée du joug ottoman, a été frustrée de l'indépendance nationale qui lui avait été promise par les alliés et à quoi elle avait légitimement droit. On en a fait un dominion, au sein duquel les Anglais se sont efforcés de diviser pour régner, où ils ont dressé

Les lecteurs de la N.A.F. connaissent bien Gabriel Matzneff qui, voici deux ans, avait été le premier à répondre à notre nouvelle enquête sur la Monarchie et qui, au moment du referendum d'avril 1972, avait publié dans nos colonnes un article mémorable contre l'Europe des marchands de bretelles.

Romancier (*L'Archimandrite*, *Nous n'irons plus au Luxembourg*), pamphlétaire (*La Caracole*), essayiste (*Le Défi*, *Comme le Feu mêlé d'aromates*), Gabriel Matzneff est aussi un grand voyageur, qui connaît intimement les pays méditerranéens. Il a rapporté de ses voyages en Egypte, en Syrie, en Jordanie et au Liban un **Carnet Arabe** (1) qui montre que ce poète est aussi un observateur clairvoyant des réalités politiques du Proche-Orient. Nous lui avons donc demandé son opinion sur les événements qui secouent le monde arabe. On verra que ce n'est pas celle de tout le monde. Sans doute parce que Gabriel Matzneff sait ce dont il parle, alors que tant d'autres parlent sans savoir.

(1) *Le Carnet Arabe*, comme tous les autres ouvrages de Gabriel Matzneff, est publié aux éditions de *La Table Ronde*. Chacun de ceux-ci est en vente à la librairie de la N.A.F.

la communauté arabe chrétienne et musulmane d'une part et la communauté juive d'autre part l'une contre l'autre, alors que ces communautés sont faites pour s'entendre, pour vivre en symbiose. Puis, après le départ de l'Angleterre et de la France du Proche-Orient (la diplomatie française de la Troisième République a, elle aussi, agi de manière très contestable en Syrie et au Liban), les impérialismes soviétique et américain ont pris le relais. Ce sont eux les responsables de la tragédie palestinienne. Les Israéliens et les Arabes ne sont que des pions, et des victimes. Je n'ai donc aucun parti pris anti-israélien. Mais je voudrais que l'on m'expliquât le parti pris anti-arabe qui existe chez nous. On peut comprendre qu'à cause des événements d'Algérie, M. Boumédiène ne soit pas très populaire en France. On peut à la rigueur admettre que depuis l'affaire de Suez les Français gardent de l'algèrisme à l'endroit de l'Egypte, encore que nous n'ayons aucune raison d'être solidaires des conneries de M. Guy Mollet. Mais la Syrie ? Ce sont les Syriens qui auraient des raisons d'en vouloir à la France qui a scandalement fait cadeau aux Turcs d'Antioche et d'Alexandrette. Les Français, eux, ont toutes les raisons du monde d'avoir de l'attachement et de l'affection pour la Syrie. Qu'elle soit païenne, chrétienne ou musulmane, la Syrie est une nation ancienne et glorieuse.

« Les esprits légers peuvent bien clans, l'américain et le soviétique, s'affirmer Maya, atteint, par-delà les apparences, que des deux visages d'un même Janus ! »

le berceau de notre civilisation. La Syrie est un grand pays qui a depuis des siècles — rappelez-vous la correspondance de sainte Geneviève de Paris et saint Syméon stylite ! — des relations étroites avec la France. Un événement tel que le bombardement de Damas devrait être ressenti en France comme une douleur profonde. Or, c'est tout le contraire qui se produit, et quand j'ai publié un article intitulé **Vive la Syrie, messieurs !** j'ai reçu un monceau d'insultes, comme si j'avais encensé le diable.

N.A.F. : Pensez-vous que les Arabes souhaitent la destruction d'Israël et l'expulsion des juifs du Proche-Orient ?

G.M. : Tout d'abord, je constate que ceux qui craignent tellement que les Palestiniens juifs ne soient rejetés à la mer ont manifesté une curieuse discrétion lorsque les Palestiniens chrétiens et musulmans ont été rejetés au désert. Il y a là un « deux poids deux mesures » inadmissible, car on a autant de risques de mourir de soif dans le sable que de se noyer dans l'eau. Moi, j'ai le droit de protester contre l'éventuelle expulsion de la communauté juive, parce que je proteste contre le sort qui est fait aux Palestiniens chrétiens et musulmans. Cela dit, ce n'est pas l'Etat d'Israël en tant que tel que la Résistance palestinienne combat, mais les structures racistes, théocratiques, colonialistes de l'actuel Etat d'Israël. A aucun moment, les structures racistes, théocratiques, colonialistes de la Résistance palestinienne n'ont mis en cause la légitimité de la présence de la communauté juive en Palestine.

N.A.F. : Ce n'est pas l'avis du colonel Khadafi...

G.M. : Le néo-impérialisme musulman de Khadafi est aussi détestable que le néo-impérialisme juif des sionistes. La Résistance palestinienne, dont les principaux chefs, sauf Arafat, sont d'ailleurs chrétiens a condamné les prises de position du colonel Khadafi sur la Palestine. L'Israël de demain devra être un Etat laïc, où chaque citoyen jouira de la plénitude de ses droits, ce qui n'est pas le cas dans l'actuel Israël où les citoyens musulmans et chrétiens sont victimes d'une discrimination odieuse, qui semble calquée sur la législation de Vichy, sous l'Occupation nazie. Je vous renvoie sur ce point aux propos des évêques catholique-latin et grec-orthodoxe d'Amman, que j'ai rapportés dans *le Carnet arabe*. D'une manière générale, qu'il s'agisse d'Israël ou de l'Arabie saoudite, le cléricalisme politique est une des plaies du Proche-Orient. Là encore, la Syrie doit servir de modèle aux autres pays de cette région du monde : depuis l'élection à la présidence de la République syrienne du général Hafez el Hassad, il n'y a plus en Syrie que des Syriens égaux en droits et en devoirs. La Syrie n'est plus un pays islamique, c'est un pays laïc où la foi religieuse est une affaire de conscience personnelle. Telle

venir du proche-orient

n imaginer qu'au Proche-Orient deux
ontent. Celui qui, écartant le voile de
à la réalité profonde, sait qu'il ne s'agit
rimaçant. »

Le Carnet Arabe (1971).

est la voie que devrait suivre l'ensemble du
Proche-Orient.

**N.A.F. : Vous dites « dans l'Israël de de-
main » et non « dans la Palestine de de-
main » ?**

G.M. : Soyons sérieux. La querelle ne porte
pas le nom de baptême de la Terre sainte.
Les Palestiniens ne se battent pas pour un
nom, mais pour une terre, et pour une nouvelle
conception de la vie politique sur cette terre.
Peu importe que l'Etat à venir s'appelle Israël
ou Palestine. S'il le fallait absolument, les habi-
tants de ce pays sauraient bien lui trouver un
troisième nom. Mais Israël est le nom biblique,
et il est fort beau.

**N.A.F. : Quelle est, selon vous, l'erreur
majeure que commettent les actuels diri-
geants d'Israël ?**

G.M. : Leur erreur fondamentale, c'est de ne
pas jouer le jeu. Il n'y aurait pas de problème
palestinien si les Israéliens voulaient bien être
des Proche-Orientaux au Proche-Orient, s'ils ac-
ceptaient de se comporter en habitants. Or, il
n'en est malheureusement rien. Les Israéliens
se comportent non comme des Proche-Orientaux,
mais comme des colons venus d'Occident ; non
comme des habitants, mais comme des occu-
pants. Ils ont une mentalité de colons, ils sont
devant les Arabes comme les cow-boys devant
les Peaux-Rouges. Mais la Terre sainte n'est
pas le Far-West, et les Arabes n'ont de leçon
de civilisation à recevoir de personne, ce serait
plutôt eux qui dans bien des domaines pour-
raient en donner à l'Occident. Les sionistes se
trompent de continent, et de siècle. Les pauvres
sont atteints de schizophrénie galopante. Sou-
venez-vous, au début de la dernière guerre, de
leurs incroyables déclarations, « nous leur brise-
rons les os », etc. De tels propos sont inouïs
dans la bouche de gens qui prétendent parler
au nom des victimes des camps de concentra-
tion nazis. Et leur grotesque arrogance, le ton

sur lequel ils se croient permis de donner la
leçon aux Autrichiens, aux Français, aux Russes,
au monde entier ! Malgré tout, ce sont de
pauvres types, car s'ils ne reprennent pas d'ur-
gence contact avec la réalité, cela va se ter-
miner très mal pour eux.

**N.A.F. : Comment voyez-vous l'avenir du
Proche-Orient, en fonction de cette double
hégémonie américaine et soviétique que
vous dénoncez déjà dans le Carnet Arabe ?**

G.M. : Ce ne sont pas les « Phantoms » amé-
ricains qui sauveront cet Etat-fantôme qu'est
l'actuel Israël. Ce n'est que par un bouleverse-
ment radical de ses structures qu'Israël pourra
s'incarner, se mêler à la réalité historique, psy-
chologique, humaine du Proche-Orient arabe, et
donc commencer à exister vraiment. Il y a
quelques années, j'avais défini l'Etat d'Israël
comme un « reich-ghetto ». La formule avait
choqué Mme Nathalie Sarraute, MM. Vladimir
Jankélévitch et Jean-Pierre Faye, qui me
l'avaient écrit. De fait, la formule est cho-
quante. Hélas ! elle est juste, et aujourd'hui
plus encore qu'hier. L'avenir du Proche-Orient
passe par l'éclatement de tous les ghettos réac-
tionnaires, cette remarque s'appliquant d'ail-
leurs aussi bien à la Jordanie du roi Hussein,
« héréditairement traître » comme dirait Khadafi,
qu'à l'Israël de Mme Méir et du général Dayan.
En ce qui concerne Israël, il est inquiétant que
ses dirigeants se fassent les défenseurs d'une
« westphalisation » du Proche-Orient qui consis-
terait à regrouper les gens selon leur « race »
et leur religion : un Israël juif, une Syrie musul-
mane, un Liban chrétien, etc. Déjà au dix-sep-
tième siècle, cette politique de ségrégation a
donné des résultats catastrophiques en Europe,
et on voudrait nous faire croire que dans notre
vingtième siècle finissant elle en donnera de
bons au Proche-Orient ! C'est une vision obs-
curantiste, aberrante. Pratiquement, je crois que
la solution de l'avenir sera une solution de
type yougoslave ou tchécoslovaque : si les
Serbes et les Croates, qui n'ont jamais cessé
de s'entretuer et de se haïr, vivent aujourd'hui
dans un pays unifié, les diverses communautés
qui sont destinées à vivre en Palestine/Israël
doivent pouvoir en faire autant. Une première
étape vers cette solution unificatrice pourrait
être une confédération qui regrouperait les di-
vers pays qui occupent géographiquement
l'espace qui, autrefois, était appelé la Grande
Syrie : Syrie, Liban, Jordanie, Palestine/Israël.

Soit dit par parenthèse, le Liban et la Jordanie
sont des créations arbitraires des diplomates
alliés qui, en 1918, ont découpé à leur guise la
carte de la Syrie. Là encore, je vous renvoie à
Lawrence et à Massignon. La seule réalité his-
torique véritable dans cette région du monde,
c'est la Syrie et sa province de Palestine (qui
à un moment donné a constitué le royaume
d'Israël). C'est pourquoi il est très décevant
que le général Dayan vienne encore de déclai-
rer que « discuter avec les Syriens est inutile »,
qu'il n'y a rien à attendre des Syriens ». C'est
le contraire qui est vrai. Si les Israéliens ont
un désir sincère de traiter, c'est avec les
Syriens qu'ils doivent traiter, qui sont la réa-
lité profonde de cette région du monde. Mal-
heureusement, les Israéliens s'inscrivent dans
une tradition colonialiste bien connue : de
même que les Anglais préféraient le bouffon
Farouk aux vrais représentants du peuple égypti-
en, de même les Israéliens préfèrent dialo-
guer avec le roi Hussein, ou avec la bour-
geoisie libanaise couverte de diamants,
adossée à son casino, à ses banques
et à ses bordels, qu'avec les forces vives de
l'arabisme. Au reste, nous ne devons pas nous
bercer d'illusions : ni les Américains ni les
Soviétiques ne sont prêts à renoncer à leurs
ambitions hégémoniques, et par-delà leur
bavardage sur la paix, ils font tout ce qu'il
faut pour maintenir au Proche-Orient un état
de tension, d'insécurité, qui seul rend leur
influence nécessaire, voire désirable. Ce que le
colonel Khadafi appelle excellemment « le néo-
colonialisme des deux Super-Grands » a besoin,
pour demeurer présent en Méditerranée orien-
tale, de la guerre, ou de la menace de guerre.
Hier le plan Rogers-Gromyko, aujourd'hui le plan
Kissinger-Brejnev, ne sont pas des plans de paix,
ce sont des plans de guerre, endémique et
larvée.

N.A.F. : Et la France ?

G.M. : Le monde arabe ressent péniblement
le silence de la France. La pusillanimité de nos
dirigeants est indigne de la grande politique
méditerranéenne qui, de François-I^{er} à de Gaulle,
a traditionnellement été celle de la France. Vous
le savez, quand de Gaulle était aux affaires,
je n'étais pas gaulliste, mais j'ai toujours été
convaincu que s'il y a une part positive dans
l'œuvre du général de Gaulle, c'est bien sa poli-
tique étrangère. Or, c'est précisément cette
politique que ses successeurs semblent vou-
loir renier.

BULLETIN D'ABONNEMENT A LA NAF-HEBDO

Je souscris un abonnement de 3 mois (15 F), 6 mois (30 F), un an (55 F), de soutien (120 F) (*).

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

à retourner 17, rue des petits-champs, 75001 Paris, CCP: NAF 642.31 Paris

déclaration fondamentale

La Nouvelle Action Française n'est pas seulement un hebdomadaire, c'est également un mouvement politique qui rassemble tous ceux qui désirent voir aboutir le projet royaliste.

Faire partie de la « N.A.F. » n'implique pas, bien sûr, l'adhésion sans réserve à toutes les prises de position de notre hebdomadaire : la « N.A.F. » n'est pas une secte dogmatique et fermée. En revanche un accord total sur un certain nombre de principes fondamentaux est demandé. Ces principes sont exposés dans la « déclaration fondamentale » que tout adhérent doit signer.

Le Comité Directeur de la N.A.F.

La Nouvelle Action française a pour objet de rassembler, sur le seul terrain politique, les Français résolus à définir par l'étude et à imposer par l'action les conditions de la pérennité et du développement de la Nation française et par là même l'épanouissement des personnes et des communautés qui vivent en son sein.

Sachant le rôle, dans l'Histoire, des minorités disciplinées et éclairées, elle invite à sa discipline les Français qui s'engagent :

- à pratiquer l'empirisme organisateur, en fondant réflexion et action sur l'étude inductive des lois fondamentales des sociétés et sur la mise à profit d'une expérience historique qui reste, quelle que soit l'évolution des techniques et des mœurs, source de lumière pour la politique d'aujourd'hui et de demain ;
- à prendre pour seul critère de jugement politique l'intérêt national, parce que la nation demeure le cercle communautaire le plus solide et le plus complet au sens temporel et qu'elle constitue en même temps qu'un héritage qui enrichit chacun, une amitié et une communauté protectrice. C'est en ce sens qu'il faut entendre son nationalisme.
- à choisir comme première fin la réalisation d'un ordre institutionnel assurant la paix civile et permettant les autres biens.

La Nouvelle Action française entend donc développer son action selon trois principes :

- l'ordre comme moyen ;
- la tradition pour règle ;
- le progrès pour but.

L'ordre : conçu non au sens formel et répressif mais comme la justice supérieure d'une société aux lois de laquelle l'homme n'échappe pas.

La tradition : considérée non comme le culte de ce qui est mort mais comme la recherche critique de ce que le passé peut nous transmettre de fécond.

Le progrès : c'est-à-dire l'accroissement de la somme des acquis humains par la connaissance, l'intelligence et la maîtrise des mutations qui s'opèrent, par l'initiative des transformations qu'il faut effectuer, dans le respect de l'héritage sur lequel ce progrès s'appuie et de l'ordre dont il n'est que le développement.

Recourant à l'expérience et à la raison, la Nouvelle Action française est au service des Français nés et à naître et de la civilisation qui est leur commun privilège, comme leur seule porte vers l'universel.

Elle est au combat contre les idéologies, les forces et les institutions qui, en menaçant cet

héritage, dépossèdent les Français et les abaissent collectivement.

Elle dénonce :

- le libéralisme qui égale la justice et l'injustice, la vérité et l'erreur, l'idéalisme qui se paie de mots ;
- l'idéologie démocratique qui, combinant le libéralisme et l'idéalisme dans son mépris systématique du vrai et du réel, apparaît comme une subversion de l'ordre, une perversion de l'intelligence et une fiction sociale.

Elle entend arrêter l'expérience républicaine qui a eu pour principaux résultats :

- l'établissement d'un régime de partis qui interdit toute forme d'amitié nationale et prétend ériger en constitution un état de guerre civile permanente ;
- l'instauration, au nom de la liberté, d'un appareil d'Etat qui a détruit progressivement les libertés concrètes, familiales, locales et professionnelles ;
- la dictature de groupes de pressions idéologique, capitaliste et technocratique, qui a fait de l'Etat l'instrument de clans ;
- l'affaiblissement de la Nation face aux périls extérieurs.

La Nouvelle Action française réprovoque les fausses solutions qui ont pour nom :

● totalitarisme :

— Qu'il soit fasciste ou communiste — parce qu'il brise les communautés par lesquelles les personnes s'accomplissent, se défendent et s'élèvent.

● Capitalisme :

Parce que, système de développement selon des critères uniquement matériels, il ne saurait parvenir à « mettre l'homme en accord avec la nature, sans tarir la nature et sans accabler l'homme. » (Maurras).

● Anarchisme :

Parce que les libertés vraies sont des pouvoirs et que la négation de tous les pouvoirs aboutit à la mort de toutes les libertés.

● Surréalisme :

Parce qu'il n'est qu'une évasion dans le mythe et dans le rêve.

● Supranationalisme :

Parce que la nation demeure un fait indestructible, à vue humaine, et qu'elle rend stérile tout projet qui la nie, alors surtout qu'il s'appuie sur la seule mise en commun de biens matériels qui divisent toujours plus qu'ils ne rassemblent.

C'est ainsi que la Nouvelle Action française rejetant le vocabulaire et les clivages habituels de la vie politique, dénués de toute signi-

fication vraie, est d'abord royaliste et reconnaît pour prétendant légitime Monseigneur le Comte de Paris.

Une expérience multiséculaire a montré le caractère bienfaisant de l'institution monarchique qui a su :

- constituer et protéger la nation française ;
- assurer la continuité de la politique extérieure ;
- fédérer les intérêts particuliers, ou, arbitrer entre ceux-ci, en fonction du bien commun, sans céder aux clans ni aux groupes ;
- permettre et favoriser le développement inouï et l'incomparable primauté d'une langue, d'une culture, d'un art de vivre, qui contenait déjà en promesses, tout ce que les siècles suivants ont pu réaliser de bien ou de mieux ;
- permettre le constant et harmonieux remède de la société, et, quand il le fallait, les révolutions nécessaires ;
- respecter les coutumes, les législations, les libertés des citoyens, en laissant leurs places et leurs rôles aux familles, aux Pouvoirs professionnels, municipaux et régionaux.

Ces bienfaits ne sont pas le fruit du hasard. Ils sont liés à l'institution même et particulièrement à son caractère héréditaire qui confond l'intérêt personnel et familial du roi avec celui de la nation.

La monarchie française, dont les bienfaits ont été perdus par la république et diffamés par l'enseignement officiel, est la seule solution connue :

- pour débarrasser l'Etat de ses obsessions électorales ;
- pour le libérer des modernes féodalités qui se le partagent à leur profit ;
- pour transférer d'un Etat tyrannique à des communautés protectrices les responsabilités d'entreprises et les initiatives de sécurité et de solidarité ;
- pour séquestrer l'Etat au-dessus des brigues et des trocs.

Elle est la seule solution par là-même pour libérer le pays des tutelles inutiles ;

- pour faire renaître dans tous les corps sociaux, une vie propre qui repose sur de libres initiatives et de légitimes ambitions.

Elle est l'espoir de véritables arbitrages à l'écart des vains sondages d'opinions et des pseudo-consultations électorales.

Elle est, pour la société politique, le moyen de se débarrasser de la ronde lassante et du langage suranné des politiciens.

Elle permettra de rendre à l'autorité son visage et son sens, en la faisant découler de ce qui se discute le moins, la naissance.

Elle autorisera ainsi la renaissance des valeurs civilisatrices qu'une société, où l'or est tout puissant, a peu à peu détruit et éliminé. En ce sens elle permettra la réalisation d'un vrai projet de civilisation qui dépasse le capitalisme, la technocratie et la société de consommation et qui favorise l'épanouissement des communautés et des personnes.

le mouvement royaliste

les mercredis de la naf

Tous les quinze jours la « N.A.F. » organise « les mercredis de la N.A.F. » qui sont ouverts à tous les militants et sympathisants de la région parisienne, sans oublier ceux qu'intéressent la réflexion et la recherche politiques. Au cours du premier trimestre nous reprendrons et approfondirons les analyses sur la société industrielle dans la France contemporaine, nous montrerons la nécessité des ruptures et indiquerons les formes de changement dans l'optique du projet royaliste.

Programme du premier trimestre :

7 novembre : Une société sans école ? par Arnaud Fabre.

21 novembre : De l'Action Française à la N.A.F. par Bertrand Renouvin.

5 décembre : Un portrait inédit de Charles Maurras.

19 décembre : Pour une charte d'action régionale par Arnaud Fabre.

Les réunions se tiennent dans la salle du deuxième étage, 12, rue du Renard, Paris-4*, à 21 heures précises. Il est recommandé d'y amener des amis.

session de toussaint

A l'intention des lycéens et des jeunes militants nous organisons les samedi 3 novembre et dimanche 4 novembre une session de travail dans le local de notre section de Lille. Nous convions tout particulièrement les lycéens de la région parisienne à y participer. Le prix de la session est fixé à 25 F par personne pour les deux jours. Inscriptions et renseignements à la N.A.F.

la naf à la télé

Un reportage sur les activités de la N.A.F. passera au cours de l'émission « Magazine de grand reportage 52 » le jeudi 8 novembre à 20 h 30 sur la troisième chaîne couleur. Tous à vos postes !

souscription encore un petit effort!

Voici aujourd'hui notre deuxième liste de souscription. Que tous les amis de la N.A.F. qui ont déjà répondu et envoyé leur contribution en soient remerciés. Depuis la fondation de la N.A.F., nous n'avons jamais fait appel en vain à votre aide. Une fois encore nous comptons sur vous. Nous avons besoin, pour équilibrer notre budget 1973-1974, d'un total de 4 MILLIONS ; vous nous en avez déjà presque donné 2 millions, encore un petit effort et c'est gagné !

Yvan AUMONT.

J. Pavard, 38 F - Un lycéen, 5 F - J. Laval, 11 F - C. Carvon, 300 F - P. Bertrand, 250 F - A.-M. Cordin, 25 F - F. Wagner, 30 F - Marius Namont, 100 F - F. Mirc, 20 F - P. Peuduvallon, 45 F - Remis aux vendeurs de Saint-Lazare, 11 F - A. Cazal, 200 F - Anonyme Biarritz, 100 F - P. Larmande, 20 F - P. Brumeaux, 100 F - J. Cause, 100 F - E. Vaudon, 100 F - Anonyme rue de Rennes, 10 F - Y.-P. 4.000 F - F. Bedeau, 300 F - J. Cagnat, 250 F - Un lycéen de Paul-Valéry, 10 F - Anonyme Nancy, 2.000 F - J. Breton, 200 F - P. Langlois, 250 F.

Total de cette liste :	8.675 F
Total précédent :	11.310 F
Total général :	19.985 F

contre l'avortement

Une centaine de personnes ont assisté le jeudi 25 octobre à Saint-Germain-en-Laye à la première des quatre réunions prévues dans la banlieue ouest.

Sous la présidence de Gérard Leclerc, Jean-Pierre Boulogne, gynécologue, Hervé Catta, avocat, Mme Marie Lesage, responsable de la pétition des « Femmes de France », ont dénoncé le projet de loi et montré les conséquences de l'avortement.

Le Dr Boulogne a rappelé que l'avortement n'est pas une opération anodine en détaillant les traumatismes physiologiques et psychologiques qu'il provoque, il a dénoncé les nouveaux fours crématoires, dignes des nazis, que sont les avortoirs : « Devant tant d'abominations on reste pantois. Les nazis n'en ont jamais fait autant, ou du moins à pareille échelle, et pendant ce temps, la conscience universelle verse des larmes de crocodiles sur le sort des bébés-phoques. » D'autre part la libéralisation de l'avortement provoquerait l'arrêt des recherches médicales dans le domaine des soins aux handicapés et aux anormaux.

Maître Hervé Catta rappelle ensuite qu'il n'y a pas de position moyenne : « Ou la loi autorise l'avortement ou elle l'interdit. Si elle l'autorise elle permet la suppression d'êtres de l'espèce humaine. Si elle l'interdit elle protège ces êtres. Réclamer l'interdiction de l'avortement ce n'est donc pas s'acharner à la répression de malheureuses,

c'est exiger la sauvegarde de la vie des plus petits. On l'oublie trop, et du côté de ceux qui peut-être n'ont pas grande pitié pour la mère. » Il s'élève ensuite contre la barbarie d'un peuple qui ne respecte plus la vie, ce qui est une révolution dans l'Histoire, et redéfinit ensuite le rôle de la société qui doit se substituer aux parents lorsque ceux-ci ne remplissent plus leur rôle.

Mme Marie Lesage vient ensuite apporter le témoignage d'une mère de famille rejetant l'avortement qui n'est pas une « libération ». Très simplement elle explique que les relations du couple moderne se dégraderont dans la mesure où il y a refus de vivre la grossesse que vivent ensemble la mère et l'enfant. Elle demande ensuite un soutien massif à la pétition des « Femmes de France » dont elle est l'animatrice.

La conclusion revenait à Gérard Leclerc qui, avec véhémence, s'en prit aux nouveaux barbares qui sont au pouvoir : « Retenons son nom : Messmer. Pour la postérité ce sera Messmer-avortement. Retenons cet autre nom. Poniatowski. Le prince Poniatowski, ministre de la santé, fleuron de l'aristocratie qui aura bien mérité le nom de Prince de Sang. Je n'oublie évidemment pas M. Pompidou... Ah ! le gauchisme avait bon dos. L'ordre moral va reprendre le dessus ! Foi de Marcellin-Galley-Druon-Royer. Eh bien c'est le ministère de l'ordre moral qui aura perpétré le crime.

Ça vous étonne ? Moi pas !

Un certain M. Thiers s'indignait aussi des crimes des gauchistes de son temps. Il n'en fut pas moins cent fois plus criminel qu'eux. Notre grande bourgeoisie ne se montre pas indigne de ce glorieux prédécesseur.

Gérard Leclerc termine en rappelant la déclaration du Comité directeur : « Si l'Etat ne remplit plus son rôle de protecteur de la vie des êtres qu'il régit, si petits si humbles qu'ils soient, s'il interdit de s'attaquer à un chien et autorise de détruire un petit d'homme, rien ne légitime plus son pouvoir ni ses ordres. »

Un débat animé suivit les exposés de cette réunion réussie où l'on pouvait voir, à côté des militants de la N.A.F., de nombreuses personnalités locales.

La campagne de meetings contre l'avortement est bien lancée.

Jeudi 8 novembre à 21 heures, réunion dans la salle du Tribunal d'instance, 125, avenue du Général-de-Gaulle à Montmorency.

Vendredi 23 novembre à 21 heures, dans la salle du Tribunal, mairie de Versailles.

america 73

Il faut connaître ce que tout Américain porte en lui : la Peur.

C'est après les événements que vient de connaître le Chili que je fais part de mes souvenirs, rapportés du continent nord-américain. En effet, de la Terre de Feu à l'Alaska, le géant américain est sans cesse présent. Coca-cola est là pour vous le rappeler. Ce n'est pas une caricature, c'est une réalité.

Trop de monde parle de l'*American Way of Life* sans vraiment le connaître. Il faut vivre dans la rue, tendre l'oreille, être spectateur et acteur à la fois pour approcher la réalité américaine.

En un mot, il faut connaître ce que tout Américain porte en lui : la Peur.

Washington, le soir vers 22 heures. Un homme, cadre supérieur, discret, monte dans sa voiture. Il rentre à son domicile situé à 7 km. Après avoir parcouru environ 3 km, il s'aperçoit qu'un pneu de sa voiture est crevé. Il ne s'arrêtera pas. Il roulera sur la jante jusqu'à son domicile, n'ayant point rencontré de voiture de police pour changer sa roue.

A la même heure, dans les quartiers résidentiels, on branche les grilles électrifiées qui protègent les fenêtres. Les vérandas s'illuminent. Dans certaines maisons on branche des magnétophones simulant des conversations animées, avant d'aller au spectacle.

La grande peur s'installe jusqu'au petit matin.

Des personnes âgées sont enfermées depuis 16 heures, les squares sont désertés.

Et pendant ce temps la vie continue, le Watergate tous les jours canal 11, le spectacle est là : Alwyn le pur justicier poursuivant implacablement les pécheurs. Les erreurs s'évalent, les combines sont démasquées. Un remord ? un regret ?

Il faut vous ressaisir : l'Amérique vous regarde ! Il faut continuer.

On tond son gazon sous peine d'amende.

« Ce soir il y a réunion pour le projet.

— Quel projet ?

— Une milice italo-sicilienne pour assurer la protection du quartier. Ma femme rentre de son club ! Quel club ? Son club de tir. »

« Je vais nettoyer mes armes. Tiens, la publicité pour la Ford Torino ! »

Il faut bien vivre.

D'ouest en est, on se protège. Mais contre qui ?

Contre l'autre. Celui que l'on ne connaît pas et qui n'est pas votre premier voisin !

Il faut décortiquer l'organisation sociale américaine pour savoir que cette organisation ne repose sur aucune réalité.

Il existe une nation indienne. La nation américaine, elle, n'existe pas. Le *melting-pot* devait donner une nouvelle qualité d'homme : obligation est de constater qu'il n'en est rien.

Quand, sur une chaîne de télévision locale, une publicité vous invite à prévenir la police si vous voyez un promeneur qui s'attarde devant chez vous, vous commencez à saisir la réalité américaine.

Mais j'oubliais de préciser qu'il est anormal de se promener à pied le soir. Certes, si vous rencontrez une patrouille de police (vous la rencontrerez), on ne vous mettra pas en prison. Mais il y a plus grave : on vous soupçonnera d'être dangereusement différent.

« Excusez-moi, Monsieur, vous avez des ennemis ? »

— Non.

— Vous n'êtes pas malade ?

— Non, je me promène.

— Mais il est dangereux de se promener à cette heure-ci, vous n'avez pas de voiture ?

— Non. »

Même les Indiens ont des voitures...

Le danger est devenu normal. Le promeneur ne l'est plus : c'est lui le véritable danger, il perturbe l'*American Way of Life*.

Et pendant ce temps les enfants jouent, confiants. Les jeunes achètent des vélos, partent vers le Canada, le parc de Banf (Alberta). La pollution sera vaincue, on ne reconnaîtra plus les habitants de Frisco ou de Los Angeles à leurs poumons.

« Cette jeunesse ne pourra plus vivre comme nous.

— Why ? Explain ?

— La drogue, la pollution, la crise de l'énergie, tout cela ronge l'Amérique. »

Je venais de rencontrer la seconde peur de l'Amérique. Subitement je me remémorais le discours de Nixon, je réalisais que l'essence était rationnée sur la côte ouest (5 gallons).

Nixon annonçait (je cite de mémoire) :

Nous allons devoir diminuer notre consommation d'énergie ou trouver une nouvelle source d'énergie, ou nous assurer les actuels centres de production dans le monde.

C'était clair. Je comprenais les inquiétudes du lobby juif américain. La campagne lancée par Nixon prenait toute sa réalité : *Save the watt* (1).

La fermeture des climatiseurs dans les ministères était annoncée, et je regardais alors les buildings dans la nuit. Tous ces bureaux illuminaient le ciel : ils attestaient de la puissance américaine.

L'Amérique sans ses néons ne serait plus l'Amérique.

L'implacable machine américaine se mit en marche. Une semaine plus tard, mon père me montrait un projet. Construire dans les plaines américaines des milliers d'éoliennes produisant chacune 1 kw/h.

La bataille venait de s'engager.

Plusieurs raffineries devaient se construire ; des associations de défense de l'environnement avaient empêché le projet. Les adhérents reçurent des lettres personnelles expliquant que leur attitude compromettait la santé économique du pays, l'essence déjà rationnée dans l'ouest serait augmentée... Un certain nombre de raffineries allait se construire.

Une fois de plus l'Amérique neutralisait ses cellules contestataires.

Les Noirs se marginalisent, profitant au maximum de la société de consommation, les plus durs ont émigré au Canada. J'en ai rencontré dans des boîtes « under ground », mais le contact est difficile. Ils s'appellent entre eux *Man* ou *Brother*, des filles magnifiques vous sourient. On discute mais pour se comprendre, il faudrait vivre leur déception, approcher leur peur des lendemains américains.

Et pourtant l'Amérique est souriante, soutenue par ses publicités — *funny, exciting* — on ne parle plus du Vietnam.

Bien sûr, les westerns ne sont plus comme avant. J. Wayne le déplore.

Les Indiens aussi ont changé, ils refusent l'intégration qui leur est offerte, c'est-à-dire laveurs de vitres ou joueurs de base-ball.

Les jeunes ne comprennent pas les anciens résignés, ils relèvent la tête, conscients de leur culture mais refusant d'être une attraction pour touristes. En attendant, du Nouveau Mexique au Canada, ils se suicident (taux le plus élevé au monde) ou s'endorment dans l'alcool.

Le Sudiste qui sommeille dans tout Américain vous dit alors : « Vous voyez, ils sont bons à rien. On s'est battu contre les braves, ils sont morts au combat, c'était régulier. Ne sont restés que les lâches, les dégénérés. »

Jane Fonda, M. Brando font appel à la jeunesse tandis qu'au club des Algonquins (New York) déjeunent les managers de l'industrie...

Et la jeunesse américaine se réfugie dans l'âcre fumée de l'herbe, les jeunes et les moins jeunes, même les jeunes cadres... Les communautés prolifèrent, certaines durent, regardent grandir leurs enfants sans trop comprendre.

Le libéralisme économique tient bon, la baisse du dollar ouvre de nouveaux marchés. Bill pense pouvoir s'offrir un « wagon » pour aller à la chasse, son garage contiendra bien trois voitures. Mureen (14 ans) va changer de marque de pilule car elle vient de lire un drôle d'article. Demain sa mère ira écouter les pentecôtistes. « *Exciting !* »

Jim, 17 ans passés, s'ennuie, il feuillette un papier du *Gay Power* (homosexuel), me parlant de la bisexualité qui est en nous.

Encore le Watergate canal 11. Il regrette le Vietnam, le Vietnam c'était l'aventure (Norl est contre la guerre !) mais le Vietnam c'était l'Asie...

On parle du Chili, « précédent inacceptable pour la sécurité des Etats-Unis », économiquement une agression des Etats-Unis !

La grève des camionneurs est d'ailleurs juste. Bill nous sourit, nous parle du syndicat des camionneurs américains.

La mafia ! Le Chili ne tiendra pas. « Sure ! »

Le 9 octobre, Montpellier. Mardi soir, les Dossiers de l'écran : « Des Fraises et du Sang ».

Simon : « Ce pays a de nouveau besoin de rêves. »

Marc VAN DE SANDE.

(1) Economisez l'énergie.

**la nouvelle
ACTION FRANÇAISE**

Edité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})

Téléphone : 742-21-93

Abonnement six mois : 30 F

Abonnement un an : 55 F

Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31

Directeur de la publication :

Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress

72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)